



**PRÉFET  
DE LA CREUSE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Nouvelle-Aquitaine**

Unité inter-Départementale de la Corrèze, de la Creuse et de  
la Haute-Vienne  
Site de Guéret  
17 Place Bonnyaud  
23 000 Guéret

Guéret, le 11/03/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 10/02/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **LS INDUSTRIES**

Z.I. du Cheix  
23 300 La Souterraine

Références : UiD232026-011  
Code AIOT : 0006000491

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/02/2026 dans l'établissement LS INDUSTRIES implanté Z.I. du Cheix - 23 300 La Souterraine. L'inspection a été annoncée le 27/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- LS INDUSTRIES
- Z.I. du Cheix - 23 300 La Souterraine
- Code AIOT : 0006000491
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Ex IED - MTD

Les principales activités du site sont le travail mécanique des métaux et le traitement de surfaces.

Elles sont encadrées entre autres par l'arrêté préfectoral n°2009-0139 du 6 février 2009 et l'arrêté préfectoral complémentaire n°23-2018-11-26-002 du 26 novembre 2018 actant du nouvel exploitant et actualisant certaines dispositions. Ces textes, ainsi que l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 relatif aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2565 et l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant de la déclaration au titre de la rubrique 2921, ont servi de référentiels pour l'inspection.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 26/11/2018, article 5	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
4	Rétention (Déclencheur d'alarme en point bas)	Arrêté Préfectoral du 06/02/2009, article 7.6.3.2. - 3 <sup>ème</sup> alinéa	Demande d'action corrective,	3 mois
5	Moyens d'intervention (extincteurs)	Arrêté Préfectoral du 06/02/2009, article 7.7.2 - 1 <sup>er</sup> alinéa	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	Installation de refroidissement (Documents)	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I – point 3.7.I.1. a) et b), point 3.7.IV.2.	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Surveillance des eaux résiduares	Arrêté Préfectoral du 06/02/2009, article 9.2.4. - 5 <sup>ème</sup> alinéa	Sans objet
3	Rétention (Règles de gestion des stockages en rétention)	Arrêté Préfectoral du 06/02/2009, article 7.6.5. - 1 <sup>er</sup> alinéa	Sans objet
7	Installation de refroidissement (contrôle de l'accès)	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I – 3.2.	Sans objet
8	Installation de refroidissement (analyse bimestrielle)	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I – point 3.7.I.3. a)	Sans objet
9	Télédéclaration incident/accident	Code de l'environnement du 01/01/2016, article R.512-69 - 3 <sup>ème</sup> alinéa	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des précisions sont attendues afin de finaliser le projet d'arrêté préfectoral complémentaire actualisant certaines dispositions des arrêtés préfectoraux de 2009 et 2018.  
Des ajustements et justificatifs sont également attendus sur d'autres points.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/11/2018, article 5
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, /
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le tableau de classement actualisé vise les rubriques suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>• 2560-1 (travail mécanique des métaux) : enregistrement - 1 400 kW ;</li><li>• 2565-2a (revêtement métallique ou traitement par procédés utilisant des liquides sans cadmium ni cyanures) : autorisation - 29 700 litres ;</li><li>• 1414-3 (installations de remplissage ou de distribution de gaz inflammables liquéfiés) : déclaration avec contrôle périodique ;</li><li>• 2921-b (installation de refroidissement évaporatif) : déclaration avec contrôle périodique - 465 kW ;</li><li>• 2910-A2 (installation de combustion) : déclaration avec contrôle périodique - 5,5 MW.</li></ul>
<b>Constats :</b>  Suite à l'inspection réalisée le 21 mars 2023 et comme indiqué dans le rapport rédigé à sa suite le 30 mars 2023 (référéncé UD232023-016) au point de contrôle N°1, l'exploitant a fourni des informations permettant la rédaction d'un projet d'arrêté préfectoral complémentaire visant à actualiser les arrêtés préfectoraux de 2009 et 2018. Néanmoins, quelques précisions sont toujours attendues pour la finalisation de ce projet.  Dans le cadre de la présente inspection, un point a été fait sur ce sujet. Il est à noter : <ul style="list-style-type: none"><li>• l'absence d'évolution, depuis 2023, des activités et de leur volume vis-à-vis des rubriques listées dans le cadre de la mise à jour du tableau de classement,</li><li>• l'emplacement de la réserve d'eau (cuve enterrée) de 40 m<sup>3</sup> mentionnée à l'article 7.7.4. de l'arrêté préfectoral du 6 février 2009, désormais en dehors de l'emprise du site du fait de la vente en 2020 de l'ancien atelier tôlerie (cf. rapport d'inspection du 30 mars 2023 cité infra).</li></ul> <b>L'exploitant est invité dans un délai de 2 mois à fournir à l'Inspection les dernières précisions attendues, ainsi que la justification de la suffisance des moyens de lutte contre l'incendie au regard de la nouvelle emprise du site ne contenant plus l'ancien atelier tôlerie et la réserve d'eau de 40 m<sup>3</sup>.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

## N° 2 : Surveillance des eaux résiduaires

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/02/2009, article 9.2.4. - 5 <sup>ème</sup> alinéa
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, /
<b>Prescription contrôlée :</b>  Des mesures portant sur l'ensemble des polluants suivants sont effectués trimestriellement, par un organisme compétent, [...] suivant les méthodes normalisées [...] : ces mesures portent sur l'ensemble des paramètres visés au chapitre 4.3.9.
<b>Constats :</b>  L'article 4.3.9. cité supra de l'arrêté préfectoral du 6 février 2009 fournit les valeurs limites d'émission avec condition de flux des polluants suivants : MES, Azote global, P, DCO, indice hydrocarbure, AOX, Al, Cu, Fe, Ni, Zn, ainsi que les seuils pour le pH, la température et le débit.  Les analyses sont réalisées selon une fréquence globalement trimestrielle, par un laboratoire agréé. Pour l'année 2025, les mesures ont eu lieu en janvier, mai, juillet et novembre. Pour cette dernière campagne, les prélèvements ont été effectués le 27 novembre 2025 et ont porté sur les paramètres de l'article 4.3.9, à l'exception de l'azote global, de l'indice hydrocarbure, de l'aluminium. Toutefois, l'exploitant a précisé que ces paramètres sont habituellement quantifiés. Ce point a d'ailleurs été justifié en séance par la présentation des rapports antérieurs, puis par l'envoi, par courriel du 16 février 2026, du dernier rapport d'analyses correspondants aux prélèvements du 28 janvier 2026.  Ce dernier rapport montre des résultats conformes aux valeurs limites fixées à l'article 4.3.9. de l'arrêté préfectoral du 6 février 2009. Toutefois, <b>le débit n'étant pas mentionné, il conviendra de l'indiquer pour les prochaines campagnes, d'autant que cette donnée est disponible en temps réel selon les propos recueillis lors des échanges</b> . Il convient de noter que la VLE pour le cuivre, fixée dans cet article, est de 2 mg/L si le flux est supérieur à 4 g/j, alors que l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 relatif aux prescriptions applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2565 impose à son article 33 une VLE à 1,5 mg/L pour la même condition de flux. Le dernier rapport d'analyses montre un résultat conforme par rapport à cette VLE plus contraignante.  Le projet d'arrêté préfectoral complémentaire (cf. point de contrôle N°1) modifiera ce point.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 3 : Rétention (Règles de gestion des stockages en rétention)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/02/2009, article 7.6.5. - 1 <sup>er</sup> alinéa
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, /
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de l'inspection réalisée le 21 mars 2023 (cf. point de contrôle N°10 du rapport du 30 mars 2023 référencé UD232023-016), il avait été constaté la présence de deux cubitainers sur une même rétention alors que l'un contenait un déchet acide et l'autre un déchet basique.</p> <p>Une procédure, transmise à l'Inspection par courriel du 12 avril 2023, a été instaurée ainsi que des sensibilisations, dont la dernière a été menée début janvier 2026 en interne.</p> <p>Lors de la visite, la prescription a été vérifiée uniquement pour le fait relevé en 2023 et il a été constaté la séparation des rétentions pour les deux types de déchets concernés par la problématique en 2023.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 4 : Rétention (Déclencheur d'alarme en point bas)**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/02/2009, article 7.6.3.2. - 3<sup>ème</sup> alinéa</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, /</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Activité de traitement de surface Les capacités de rétention de plus de 1000 litres sont munies d'un déclencheur d'alarme en point bas, à l'exception de celles dédiées au déchargement.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le sujet a été abordé pour la rétention de la chaîne de traitement de surfaces.</p> <p>Un déclencheur d'alarme existe dans le cas où il y aurait un débordement de la rétention. Le dispositif est situé plus bas que le niveau de la chaîne, dans le local jouxtant la zone de traitement de surfaces, à proximité de la station de détoxification. Les installations et locaux permettent, en cas de débordement de la rétention associée à la chaîne de traitement de surfaces, que les effluents s'écoulent dans le local voisin, le long du mur avec un principe de cascade. Néanmoins, l'exploitant a indiqué que certains bains, dont les bains de cataphorèse, sont équipés d'alarme de niveau bas. Ainsi, en cas d'évaporation d'un bain ou de fuite au niveau de la cuve du bain, une alarme est déclenchée et reportée sur les 2 portables d'astreinte (personnel du site), ces alarmes de niveaux constituant ainsi une alarme plus en amont que l'alarme en point bas. Au vu de la configuration, le dispositif d'alarme en point bas n'étant pas placé dans la rétention mais dans la rétention secondaire déportée, il ne permet pas de détecter de suite la présence de liquide dans la rétention de la chaîne et d'éviter le débordement de celle-ci, notamment en cas de sur-remplissage des bains ou dans l'hypothèse où le volume total des bains non équipés d'alarme de niveau bas est supérieur au volume de la rétention.</p> <p>Par ailleurs, il est à noter que des équipements fixes (moteur, réservoirs, tuyauteries...) sont présents dans le local accueillant le déclencheur d'alarme en point bas, ce local constituant, en cas de débordement de la rétention de la chaîne de traitement, une rétention déportée. Vis-à-vis de ce scénario, il y a lieu de s'interroger sur le respect des dispositions suivantes de l'article 7.6.3.2.</p>

(2<sup>ème</sup> paragraphe) de l'arrêté préfectoral du 6 février 2009 : « les capacités de rétention sont conçues de sorte qu'en situation accidentelle la présence de produit ne puisse en aucun cas altérer une cuve ou une canalisation. »

**Aussi, l'exploitant est invité à indiquer à l'Inspection, dans un délai de 3 mois, les améliorations prises ou envisagées, accompagnées d'un échéancier, quant au positionnement du déclencheur d'alarme en point bas.**

Un test de l'alarme en point bas a été réalisé lors de l'Inspection et celui-ci a été concluant. Une simulation de relevage du flotteur placé en point bas été réalisée par une personne du site. L'Inspection a pu constater, au niveau du tableau de commande, situé côté chaîne de traitement de surfaces, les témoins d'alarme et d'appel s'afficher. Le test ayant été effectué avec une des deux personnes d'astreinte, il a été constaté l'arrivée de l'appel sur le téléphone portable de cette personne. Celle-ci a par ailleurs indiqué que cet appel est effectué au besoin 3 fois en alternance vers chaque numéro d'astreinte et que le dispositif est testé par le personnel tous les 6 mois. Il est également à noter que le flotteur, une fois relevé, déclenche une alarme sonore, audible dans une zone limitée autour du dispositif.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

#### N° 5 : Moyens d'intervention (extincteurs)

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 06/02/2009, article 7.7.2 - 1<sup>er</sup> alinéa

**Thème(s) :** Risques accidentels, /

**Prescription contrôlée :**

Ces équipements sont [...] facilement accessibles.

**Constats :**

Sur le parcours de visite, un des extincteurs était difficilement accessible par la présence d'un chariot placé devant l'appareil.

L'Inspection rappelle que les moyens de lutte contre l'incendie, dont les extincteurs, doivent être accessibles à tout moment. **L'exploitant est invité à vérifier et corriger ce point au besoin sous 1 mois, ainsi qu'à confirmer cette démarche auprès de l'Inspection sous le même délai.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

#### N° 6 : Installation de refroidissement (Documents)

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I – point 3.7.I.1. a) et b), point 3.7.IV.2.

**Thème(s) :** Risques chroniques, /

**Prescription contrôlée :**

Annexe I. point 3.7.I. 1. a)

Une analyse méthodique des risques de prolifération et de dispersion des légionelles (AMR) est menée sur l'installation.

Annexe I. point 3.7.I. 1. b)

Les plans d'entretien et de surveillance visent à limiter le risque de prolifération et de dispersion des légionelles via la ou les tours.

Annexe I. point 3.7.IV. 2.

L'exploitant reporte toute intervention réalisée sur l'installation dans un carnet de suivi [...]

#### **Constats :**

Lors de l'inspection réalisée le 21 mars 2023 (cf. point de contrôle N°10 du rapport du 30 mars 2023 référencé UD232023-016), l'analyse méthodologique des risques, le plan d'entretien, le plan de surveillance et le carnet de suivi n'avaient pas pu être présentés. Il était demandé à l'exploitant de se réapproprier ces documents, de les compléter et/ou de les mettre à jour au besoin et de fournir à l'Inspection sous un mois, un état des lieux des investigations, accompagné au besoin d'un échéancier pour les mesures correctives éventuellement nécessaires.

En l'absence de retour, l'Inspection, lors de la présente visite, a demandé de présenter les documents. Un classeur « carnet de suivi » a été présenté. Il regroupe différents documents dont l'analyse méthodologique des risques et des fiches annuelles renseignées et intitulées « plan de surveillance ».

L'exploitant est invité à s'assurer que :

- l'analyse méthodologique des risques est complète et à jour, en tenant compte des dispositions du point 3.7.I.1. a) de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique 2921 de la nomenclature,
- les fiches renseignées annuellement et intitulées « plan de surveillance » ont été établies sur la base d'un plan de surveillance répondant aux dispositions du point 3.7.I.1. b) de l'arrêté ministériel précité,
- le classeur contient le plan d'entretien et que celui-ci répond aux dispositions du point 3.7.I.1. b) de l'arrêté ministériel précité,
- le carnet de suivi dans sa globalité comprend les éléments du point 3.7.IV.2. de l'arrêté ministériel précité.

**L'exploitant indiquera à l'Inspection, dans un délai de 1 mois , ses conclusions quant :**

- à ses investigations sur les 4 points précités,
- à la nécessité de mettre à jour les 4 documents (l'information sera donnée pour chacun d'eux, à savoir l'analyse méthodologique des risques, le plan d'entretien, le plan de surveillance et le carnet de suivi),
- le cas échéant, aux mesures prises ou envisagées, avec un échéancier, permettant de lever les écarts éventuels relatifs à l'existence et/ou au contenu de chacun de ces documents vis-à-vis des dispositions réglementaires.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant



**Proposition de délais : 1 mois**

**N° 7 : Installation de refroidissement (contrôle de l'accès)**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I – 3.2.

**Thème(s) :** Risques chroniques, /

**Prescription contrôlée :**

Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas un accès libre à l'installation et aux locaux techniques.

**Constats :**

Lors des échanges, l'exploitant a précisé qu'il existe un seul accès à l'installation de refroidissement située à l'arrière du bâtiment. Lors de la visite, il a été constaté que l'accès qui se fait par l'extérieur, est constitué d'un portillon grillagé cadenassé. Interrogé sur le sujet, l'exploitant a indiqué que la clé est détenue par une personne désignée, un double étant disponible par le service maintenance disposant de l'ensemble des doubles.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 8 : Installation de refroidissement (analyse bimestrielle)**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I – point 3.7.I.3. a)

**Thème(s) :** Risques chroniques, /

**Prescription contrôlée :**

La fréquence des prélèvements et analyses des *Legionella pneumophila* est au minimum bimestrielle pendant la période de fonctionnement de l'installation.

**Constats :**

Lors des échanges, l'exploitant a précisé que les prélèvements et analyses sont réalisés tous les deux mois.

L'Inspection a demandé de présenter en séance puis de transmettre les deux derniers rapports de mesures. Seul le rapport correspondant aux prélèvements effectués le 27 novembre 2025 par un organisme extérieur a pu être présenté en séance, le dernier venant juste d'être adressé à l'exploitant. Ces deux documents ont été transmis à l'Inspection par courriel du 16 février 2026.

Au regard des informations disponibles dans les rapports d'analyses, ces prélèvements ont été réalisés respectivement un mercredi (à 14h35) et un jeudi (à 10h13). L'injection de produit biocide par pompe doseuse est réalisée le lundi selon les propos recueillis lors de la visite. Un délai de 48 h entre cette injection et le prélèvement est imposé au point 3.7. I. 3. b) - 4<sup>ème</sup> alinéa de l'arrêté ministériel cité supra. Si la conformité de ce point ne peut pas être affirmée pour le prélèvement de novembre 2025, du fait de l'absence d'information quant à l'horaire d'injection automatique de biocide, le délai de 48 h est respecté pour la campagne de janvier 2026. **L'exploitant est invité à maintenir sa vigilance sur ce point.**

Ces rapports montrent par ailleurs des résultats conformes au seuil de 1000 UFC/L (< 100 UFC/L) à partir duquel des actions correctives sont à mener.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 9 :** Télédéclaration incident/accident

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 01/01/2016, article R.512-69 - 3<sup>ème</sup> alinéa

**Thème(s) :** Risques accidentels, /

**Prescription contrôlée :**

La déclaration mentionnée au premier alinéa et le rapport mentionné au deuxième alinéa sont adressés sous forme dématérialisée d'une téléprocédure. Les informations relatives aux installations mentionnées à l'article R.517-1, ainsi que les informations susceptibles de porter atteinte aux intérêts mentionnés au I de l'article L.124-4 et au II de l'article L.124-5, demeurent transmises sous une forme non dématérialisée permettant d'en assurer la confidentialité.

**Constats :**

Les prescriptions ont été abordées dans un cadre informatif.

La télédéclaration des incidents et accidents est obligatoire depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2026. La démarche se fait depuis le site internet <https://entreprendre.service-public.gouv.fr/>.

En cas d'accident, la télédéclaration implique l'envoi automatique d'un courriel au déclarant comportant un lien permettant ensuite d'adresser le rapport d'accident. Pour mémoire, en cas d'incident, ce rapport est demandé, au besoin, par l'Inspection.

**Type de suites proposées :** Sans suite